

A titre d'illustration, beaucoup des réformes poursuivies par la Banque Mondiale et le FMI pourraient avoir comme conséquence de nuire à la capacité de l'État de médiatiser effectivement entre factions ou groupes sociaux en conflit dans la société civile, notamment entre la force du travail et ceux qui détiennent des capitaux, à cause de la redirection ou la réduction importante des interventions de type redistributif de l'État. Paradoxalement, l'interdiction d'adopter des mesures redistributives, comme cela résulte entre autres de l'abolition de certaines subventions, pourrait rendre plus difficile la tâche de l'État dans la construction de coalitions plus larges en faveur de la continuation de ces principales politiques de réforme.

La construction de telles coalitions est cependant indispensable pour le succès et la durabilité des réformes recherchées par la Banque Mondiale et le FMI et peut être d'une importance cruciale dans la prévention de conflits.

Sur cette question d'ajustement et de reconceptualisation de l'État, l'économiste français Jean Coussy parle en termes d'atteintes aux pouvoirs et aux fonctions proprement politiques de l'État. Bien que présentées comme préconisant le retrait des interventions économiques, en obligeant une restructuration des dépenses, ces mesures peuvent mener à un affaiblissement politique :

"Même si les PAS ne se présentent, ne serait-ce que pour des raisons diplomatiques, que comme amputation des interventions économiques des États, ils affectent, à l'évidence, leurs dimensions politiques. Sont, pour le moins, atteintes les sources de légitimité, la définition d'objectifs collectifs, l'organisation des pouvoirs, la capacité de définir des choix et compromis sociaux, celle de les mettre en oeuvre, etc"³.

Dans des situations de mise sous tutelle par les bailleurs de fonds internationaux comme c'est le cas actuellement en Afrique, la tentative de la part des agents externes (multilatéraux, bilatéraux, ONG) de gérer de manière "technique" des questions de politique interne risque fort de favoriser une "dévalorisation du politique dans le processus de décision"⁴, ainsi qu'une

³ Jean Coussy, "Les ruses de l'État minimum", dans La réinvention du capitalisme sous la direction de J.F. Bayart, Karthala, Paris, 1994, p. 238.

⁴ Ibid., pp. 247-248.